



Rapport annuel 2007-2008

**Réseau SOLIDARITÉ
Itinérance du Québec**

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 2007-2008

	Objectif du plan	Activités majeures
POLITIQUE EN ITINÉRANCE	<i>Obtenir la mise en place d'une Politique gouvernementale permettant l'avancement des droits des personnes en situation ou à risque d'itinérance et l'amélioration de leurs conditions de vie</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers sur la Politique : au FSQ + 8 au sein d'organismes ou concertations en itinérance • Bulletin spécial 20 ans de l'Année internationale du logement des sans-abri • 9 rencontres de représentation • Relance de la demande d'une commission parlementaire (acceptée en avril 2008, se tiendra en septembre / octobre) • Consultation sur le cadre de référence du MSSS • Campagne d'appuis (plus de 10 000) • 3 mobilisations pour demander une Politique • 1 conférence de presse pour la Politique + 1 AccèsLogis
FINANCEMENT GLOBAL DES GROUPES	<i>Obtenir un rehaussement du financement à la mission des groupes</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Conception, réalisation et analyse d'une enquête sur le financement PSOC auprès des membres • Diffusion de l'enquête à l'interne et auprès du MSSS • 1 rencontre de représentation
	<i>Faire accélérer le processus de mise en place de l'IPLI pour un démarrage des projets d'ici le 1^{er} janvier 2008</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Suivis intensifs auprès des administrations fédérale et provinciale • Échec des demandes de rencontre avec le Ministre fédéral • Participation au comité consultatif IPLI (2 rencontres) • Campagne de fax (démarrage des projets) • Blitz de téléphone rouge (signature de l'entente Canada/Québec)
	<i>Obtenir rapidement un réengagement du fédéral au-delà de 2009</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Consultations pré-budgétaires • 8 rencontres de représentation • Forum pancanadien sur l'avenir de la SPLI • 1 mobilisation pour la reconduction • Campagne de fax 300 jours • Organisation de la visite du rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au logement
VIE ASSOCIATIVE	<i>Maintenir une vie associative dynamique et accroître la participation des groupes et des personnes</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Bulletin des régions (4 numéros) • Site Internet • Courriels, téléphones • AGA (51 pers.) • 2 AG régulières (une trentaine de personnes) • Participation à 17 activités dans les concertations membres • COCO (10 rencontres) • Comité exécutif (12 rencontres) • Forum national sur la participation citoyenne : Droit de cité (200 personnes) • 3 nouveaux membres associés
FINANCEMENT DU RSIQ	<i>Augmenter les revenus du RSIQ afin d'obtenir une stabilité financière</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche active de financement • Campagne de dons dans le milieu • Soutien de la Fondation Béati • Recommandation « coup de cœur » par la CRC • 1^{ère} année de financement récurrent (PSOC) • Partenariat avec le CRI pour le Forum Droit de cité • Contribution importante des membres aux activités

TABLE DES MATIÈRES

Mot de la Présidente	3
Remerciements.....	4
Notre mission	5
Nos membres en règle en 2007-2008	5
AXE 1 : POLITIQUE EN ITINÉRANCE	6
Formation, Information, Réflexion collective	6
Représentations politiques	6
Interventions publiques et médiatiques	7
ANALYSE.....	9
AXE 2 : FINANCEMENT GLOBAL DES GROUPES EN ITINÉRANCE.....	10
Enquête sur le financement PSOC.....	10
ANALYSE.....	11
IPLI 2007-2009	11
Poursuite des pressions.....	12
Représentations.....	13
Actions publiques	13
ANALYSE.....	15
AXE 3 : VIE ASSOCIATIVE.....	16
Production et diffusion d'information	16
Bulletin des régions.....	16
Site Internet.....	16
Autres publications	16
Échanges interrégionaux	16
Assemblée générale des membres	16
Comité de coordination	17
Comité exécutif.....	17
Forum DROIT DE CITÉ.....	18
Membership.....	20
État des concertations	20
Participation à des événements et rencontres des concertations membres.....	20
Contribution des membres.....	21
Partenariats politiques.....	21
Liens avec le milieu de la recherche.....	21
ANALYSE.....	22
OBJECTIF 4 : FINANCEMENT DU RSIQ	23
ANALYSE.....	23

ANNEXES	24
Annexe 1 : Représentations et autres rencontres	24
Sur la scène Québécoise :.....	24
Sur la scène fédérale :.....	24
Annexe 2 : Campagnes menées à l'initiative du RSIQ	25
Annexe 2 : Campagnes menées à l'initiative du RSIQ	25
Annexe 3 : MÉDIAS.....	26
1) Interventions médiatiques initiées par le RSIQ	26
2) Participations	26
Annexe 4 : Ateliers donnés sur la Politique en itinérance.....	27
Annexe 5 : Participation aux activités des membres.....	27
Annexe 6 : Rencontres des Membres et des Comités du RSIQ	28
Annexe 7 : Occasions de partenariats	29
Partenariats au Québec.....	29
Réseau national sur le logement et l'itinérance (National Housing and Homelessness Network).....	29
Annexe 8 : Contenus des bulletins.....	30

Mot de la Présidente

Le RSIQ fut très actif tout au long de l'année en agissant sur les quatre axes de son plan d'action adopté lors de l'AGA tenu à Sherbrooke en septembre 2007. Nous avons obtenu des avancés et des gains, même si ceux-ci peuvent sembler bien peu considérant l'ampleur de l'itinérance, ici comme ailleurs. Au Québec, trois "initiatives" du gouvernement mettent le débat sur la place publique (et moins publique). Une large consultation a eu lieu en janvier 2008 sur le cadre de référence du MSSS, une table interministérielle sur l'itinérance a été créée et une commission parlementaire sur l'itinérance au Québec est en préparation. Notre demande d'une politique globale en itinérance avance et plus de 11 000 personnes, organismes et regroupements y ont donné leur appui.

Le financement des groupes est un dossier exigeant pour le RSIQ. Au niveau du fédéral l'entente Canada-Québec devait être signée en juillet 2007, mais le fut en janvier 2008, semant l'inquiétude. Le processus d'appel de projet pour les 15 derniers mois de l'IPLI 2007-2009 se fit à vitesse accélérée, avec plusieurs délais, plus particulièrement à Montréal. Le financement de l'IPLI se termine le 31 mars 2009 et le gouvernement n'a encore pris aucun engagement pour sa poursuite sur 5 ans avec un budget bonifié à 50 millions par année pour le Québec. Le parti libéral et le Bloc québécois sont d'accord avec nos demandes, mais en parlent bien peu. Au niveau du gouvernement du Québec, les choses avancent, certains groupes ont des gains, d'autres sont oubliés, pensons à l'enveloppe pour le soutien communautaire en logement. La réalité du financement des organismes au Québec varie énormément d'une région à une autre complexifiant nos demandes.

Notre vie associative est vivante et pour une première fois le RSIQ a tenu deux assemblées régulières de ses membres, une à Trois Rivières, l'autre à Montréal. Ces rencontres ont permis de réajuster notre plan d'action et surtout de rester mobilisés dans un contexte "étourdissant" d'enjeux tant régionaux, que québécois et canadiens. Le Forum Droit de cité fut une réussite et a contribué d'entretenir la mobilisation chez les membres autour des enjeux de défense de droits.

Le financement du RSIQ est précaire. Pour une 2^e année, nous avons une subvention PSOC d'un montant nettement insuffisant pour un regroupement national tel que le RSIQ. La permanence est toujours composée d'une seule personne employée, malgré l'ampleur de la mission du Réseau. Tant que le niveau de notre financement récurrent n'augmentera pas, nous devons être capables de « prioriser nos priorités les plus prioritaires » au détriment de certains dossiers. Le RSIQ, avec ses membres, détient une expertise remarquable, c'est un acteur incontournable pour une action concertée et globale. L'obtention d'un vrai soutien financier est nécessaire et urgent.

L'année 2008-2009 est annonciatrice d'avancées majeures, tant au niveau québécois que canadien. Notre mobilisation porte ses fruits et tous ensemble, chacun avec nos réalités régionales nous avançons vers une plus grande justice sociale.... La réponse gouvernementale se doit par contre d'être conséquente à l'ampleur du phénomène de l'itinérance au Québec, il y a urgence d'agir, tant en urgence qu'en prévention. Nous connaissons les besoins et un bon nombre de solutions, il ne manque que de l'argent. Nos élus et nos gouvernements ont la responsabilité d'agir d'une façon globale et concertée.

Marie-Claude Vézina

Remerciements

Remerciements aux membres du comité de coordination, du comité exécutif, du comité du Forum Droit de cité qui ont largement contribué aux travaux et diverses activités menés en 2007-2008, un merci tout particulier aux organismes dont ils et elles proviennent.

Merci à l'ensemble de nos membres dans toutes les régions qui ont participé à nos activités et se sont mobilisés au cours de l'année, particulièrement aux personnes usagères des ressources membres.

Merci aux groupes qui ont soutenu financièrement le RSIQ par un don de solidarité qui nous a permis de poursuivre nos activités.

Merci aux groupes et regroupements alliés qui ont appuyé nos actions et campagnes.

Merci à nos bailleurs de fonds.

Merci au Collectif de recherche sur l'itinérance (CRI) pour son soutien financier de même que pour sa contribution au Forum Droit de cité.

Merci à la coordonnatrice du RSIQ, Nathalie Rech pour le travail accompli, et à Isabelle Raffestin pour son soutien à l'organisation du Forum Droit de cité. Merci à Johanne Tessier pour son soutien logistique à la soirée organisée dans le cadre du Forum.

Nous tenons également à souligner les services de traduction bénévole d'un militant d'Halifax, Wayne Mc Naughton.

Note : le présent rapport présente le bilan des activités du RSIQ et non de ses membres.

Notre mission

Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) est un regroupement national dont les objectifs généraux sont :

- Améliorer les conditions de vie des personnes en difficulté, itinérants et sans domicile fixe, diminuer le phénomène de l'itinérance, contribuer à l'insertion sociale de ces personnes et à l'élimination de la pauvreté.
- Maintenir un réseau d'entraide, d'information et de concertation composé d'individus, d'organismes et de regroupements d'organismes œuvrant auprès de personnes itinérantes et sans domicile fixe.
- Favoriser l'échange, le développement et le transfert des connaissances.
- Promouvoir les intérêts de ses membres et les représenter.
- Favoriser la participation et la prise de parole des personnes itinérantes et sans domicile fixe.

Nos membres en règle en 2007-2008

Tables ou regroupements régionaux en itinérance :

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)	<i>84 membres</i>
Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ)	<i>27 membres</i>
Table Action Prévention Itinérance de Lanaudière (T.A.P.I.L.)	<i>22 membres</i>
Table de concertation des sans domicile fixe de Longueuil / Rive Sud	<i>18 membres</i>
Table itinérance de Vaudreuil-Soulanges	<i>6 membres</i>
Table itinérance de Saguenay	<i>13 membres</i>
Table de concertation sur l'itinérance de Sherbrooke	<i>25 membres</i>
Groupe Actions Solutions Pauvreté Yamaska (Granby)	<i>20 membres</i>
Collectif régional de lutte contre l'itinérance de l'Outaouais (CRIO)	<i>25 membres</i>
Table de concertation sur l'itinérance de Drummondville	<i>6 membres</i>
Comité directeur de Trois-Rivières	<i>11 membres</i>
Réseau des organismes et intervenants en itinérance de Laval	<i>13 membres</i>

Membres associés :

- Au Bercaill de St-Georges (Beauce)
- Le Répît du Passant (Rimouski)
- Centre de transition en itinérance (Valleyfield)
- L'Écluse des Laurentides (Sainte-Adèle)
- Centre Accalmie (Pointe-à-la-Croix)
- Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (CRI)

AXE 1 : POLITIQUE EN ITINÉRANCE

Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2007-2008 :

Obttenir la mise en place d'une Politique gouvernementale permettant l'avancement des droits des personnes en situation ou à risque d'itinérance et l'amélioration de leurs conditions de vie

Formation, Information, Réflexion collective

Afin de diffuser la plateforme et de développer l'adhésion dans le milieu et auprès des alliés, ont été donnés :

- Un atelier sur la Politique au Forum social québécois (23 août 2007)
- 8 ateliers sur la Politique au sein des organismes ou des concertations en itinérance membres (qui ont permis de rejoindre plus de 100 personnes, principalement des intervenantEs et usagerÈREs)
- Un kiosque sur la Politique à la Nuit des sans abri de Québec (19 octobre 2007)

Pour souligner les **20 ans de l'Année internationale du logement des sans-abri**, le RSIQ a sollicité la collaboration de plusieurs personnes et organisations parmi ses membres et ses alliés afin de rédiger des articles d'analyse et de perspectives. Ces contenus ont fait l'objet d'un bulletin spécial (voir Axe 3 : vie associative) et ont été envoyés aux différents journaux de rue (certains ont été repris par La Galère de Trois-Rivières). Un clip vidéo a été réalisé sur le thème des 20 ans; il était prévu qu'il soit diffusé dans l'ensemble des Nuits des sans-abri, malheureusement, le vidéo n'a pu être prêt en raison de problèmes techniques.

Une tournée régionale était prévue au plan d'action afin de préparer le forum du printemps 2008, celle-ci a été annulée compte tenu de la formule retenue pour le forum Droit de cité (voir Axe 3).

Représentations politiques

Le travail de représentation au Québec s'est poursuivi en 2007-2008, particulièrement auprès des députés membres de la Commission des affaires sociales (des 3 partis : PLQ, ADQ et PQ) et du MSSS. Ces 9 **rencontres** avec des députés (voir calendrier en Annexe 1) avaient notamment pour objectif de les consulter sur la possibilité d'une Commission parlementaire et de les sensibiliser à la nécessité d'une action gouvernementale globale en matière d'itinérance. Ceci a conduit à la fin avril 2008 à une décision unanime de la Commission des affaires sociales de se doter d'un mandat d'initiative sur l'itinérance.

La Commission parlementaire se tiendra à partir de la fin septembre 2008 et sera itinérante (Québec, Montréal, Trois-Rivières, Gatineau). Elle devrait augmenter la couverture médiatique de l'itinérance, assurer une tribune à nos revendications et inciter le gouvernement à améliorer son action dans ce domaine. Il est prévu que la Commission rende un rapport de recommandations (probablement au printemps 2009).

Au cours de l'année, le MSSS a poursuivi ses travaux sur un **Cadre de référence** visant à baliser le travail des Agences de la Santé et des Services sociaux. Le RSIQ a maintenu sa participation au groupe de travail (4 personnes) qui s'est réuni à 2 reprises. Par ailleurs, les concertations régionales membres tout comme le RSIQ – ainsi que d'autres acteurs – ont contribué aux consultations sur ce Cadre (en janvier 2008). Les avancées se situent dans le champ des services sociaux même si les moyens d'action identifiés sont assez faibles et que c'est principalement dans la cour du communautaire qu'ils se situent.

Par ailleurs, le MSSS a lancé une invitation à d'autres acteurs du gouvernement du Québec pour créer une **table interministérielle** qui s'est réunie plusieurs fois depuis avril 2008 et qui travaille à l'élaboration d'un plan d'action sur l'itinérance. Le RSIQ a obtenu une 1^{ère} rencontre avec cette table en septembre 2008. Outre le MSSS, les membres de la table sont : le ministère des Affaires municipales et des régions (MAMR), le ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports (MELS), le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), le ministère de la Justice du Québec (MJQ), le ministère de la Sécurité publique (MSP), le Secrétariat à la Jeunesse (SAJ), la Société d'habitation du Québec (SHQ).

En janvier, l'Assemblée générale des membres a pris la décision de lancer une **campagne d'appuis pour une Politique en itinérance** (en juin, plus de 10 000 appuis avaient été recueillis). La campagne a fait l'objet de plusieurs activités publiques (blitz de pétition dans le métro de Montréal, dans un cégep à Laval, etc.) pour recueillir des signatures individuelles. Elle a fait l'objet de plusieurs relances dans notre réseau et auprès d'alliés. Dans plusieurs régions, nos membres ont sollicité et obtenu l'appui de leur maire ou de leur municipalité et de personnalités de divers milieux. La campagne pour une Politique fera l'objet d'un dépôt au gouvernement lors de notre comparution en commission parlementaire.

Interventions publiques et médiatiques

Voir annexe 3 pour le détail des interventions médiatiques du RSIQ.

- Dépôt d'une candidature pour le Prix Droits et Libertés :
En 2007, la Commission des Droits de la personne a examiné avec intérêt notre candidature mais ne nous pas décerné le Prix. Toutefois, elle nous a demandé de déposer notre candidature en 2008, ce qui est encourageant.

- **14 septembre 2007** : action publique pour une Politique à Sherbrooke (parc Blanchard)

Les délégués à l'Assemblée générale annuelle ont été rejoints par des militantEs de Sherbrooke pour tenir une action publique en vue d'interpeller le gouvernement du Québec. Une centaine de personnes y ont participé. Les députés fédéraux Serge Cardin et Christian Ouellet y ont assisté. Plusieurs des médias sherbrookoïses conviés étaient présents pour un point de presse.



Crédit Photo : Jacynthe Robert



- **9 décembre 2007** : conférence de presse à Montréal (Maison du Père)

Un an après la demande d'une Commission parlementaire à l'Assemblée nationale (qui a été écartée par la Commission des affaires sociales), les mêmes acteurs se réunissaient pour réclamer la mise en place d'une Politique gouvernementale en itinérance, qui soit transversale et cohérente : les

membres du RSIQ, les députés montréalais du Parti Québécois et l'artiste Dan Bigras. Cette conférence de presse a reçu une excellente couverture médiatique.
Crédit Photo : Patricia Viannay

- **12 décembre 2007** : manifestation à l'Assemblée nationale à Québec

Près de 250 de nos membres ont participé en provenance de plusieurs régions. Cette manifestation a reçu une excellente couverture médiatique et l'attention des 3 partis présents à Québec. Elle a été l'occasion de souligner les 20 ans passés depuis l'Année internationale du logement des sans-abri et les 5 ans depuis l'adoption de la Loi 112.

Crédit photo : Marie-Claude Vézina



- **3 mars 2008** : À quelques jours du budget Jérôme-Forget, le RSIQ, le FRAPRU et la Coalition pour le logement communautaire remettent des pétitions en faveur de la reconduction du programme AccèsLogis (en lien avec la revendication 29 de la plateforme du RSIQ). 25 000 personnes avaient signé la pétition.



Crédit photo : Marie-José Corriveau

- **16 mai 2008** : marche organisée à Montréal pour une Politique en itinérance, dans le cadre du forum Droit de cité. Des bannières confectionnées au forum ont été



portées par les manifestantEs au cours d'une marche ponctuée de slogans en faveur de la Politique. Les Mémés déchaînées ont contribué de leurs chansons à la manifestation. Si cette activité publique a eu une

bonne participation de nos membres, en revanche sa couverture médiatique a été décevante.
Crédit photos : Henri-Charles Baudot



ANALYSE

Nos efforts ont permis de faire croître la connaissance de la plateforme de revendications du RSIQ et l'adhésion à la demande d'une Politique globale en itinérance de la part du gouvernement du Québec. L'adhésion demeure inégale mais a beaucoup progressé, notamment grâce à la tenue d'ateliers de formation sur la plateforme, mais aussi par le biais de la campagne et des actions publiques. Il faudra poursuivre ces efforts dans les régions membres.

La mobilisation du milieu autour de la Politique en itinérance a crû au cours des derniers mois, tel qu'en témoignent les appuis reçus à la campagne. Le forum Droit de cité, réalisé en mai 2008, a aussi été un moment fort, autant au niveau de la mobilisation des intervenantEs et personnes fréquentant les ressources en itinérance qu'au niveau de l'appropriation des enjeux, particulièrement des droits collectifs et individuels à revendiquer.

La sensibilité à la cause de l'itinérance des députéEs des 3 partis présents à l'Assemblée nationale a évolué grâce à nos représentations et à une couverture médiatique importante sur les enjeux de l'itinérance. Le résultat le plus probant de notre travail est une meilleure reconnaissance du phénomène de l'itinérance au gouvernement du Québec, particulièrement au MSSS, et de la nécessité d'y apporter des solutions concrètes.

À l'heure actuelle, les retombées politiques sont intéressantes : ouverture du Ministre Couillard dans ses déclarations (à Radio Canada et à l'Assemblée nationale), tenue de la Commission parlementaire prochainement, travaux sur un Cadre de référence du MSSS * qui est une réponse, quoiqu'incomplète, du gouvernement à la problématique et démarrage d'une table interministérielle chargée d'élaborer un plan d'action sur l'itinérance d'ici la fin 2008. Pour l'instant, il n'y a pas de structure ou d'acteur qui assure le leadership dans ce dossier et on ignore si les moyens qui y seront alloués seront à la hauteur des besoins (tant en itinérance qu'en prévention).

La mobilisation du milieu a réussi à faire progresser rapidement l'idée qu'une Politique gouvernementale en itinérance est pertinente. En revanche, le travail à faire demeure immense pour développer les appuis aux contenus de notre Politique, auprès de nos alliés, et au sein du gouvernement et des partis d'opposition.

De grands défis nous attendent, notamment :

- articuler nos demandes de façon concrète et les faire valoir tant auprès de la commission parlementaire que de la table interministérielle qui travaillent en parallèle.
- maintenir la cohésion dans le milieu (avec nos membres et nos alliés) alors qu'on risque de faire des gains qui ne satisferont pas tous les acteurs.
- maintenir l'adhésion au RSIQ et sa crédibilité.

Malgré ces avancées sur le plan politique, le problème social demeure entier. Notre rôle sera de nous assurer que des solutions adéquates et concrètes soient rapidement mises en œuvre.

* Le Cadre qui devait être dévoilé avant l'été ne l'a pas encore été. Il faut souhaiter qu'il s'accompagne d'un rehaussement intéressant du financement des organismes.

AXE 2 : FINANCEMENT GLOBAL DES GROUPES EN ITINÉRANCE

Rappel des objectifs fixés dans le plan d'action 2007-2008 :

1. Obtenir un rehaussement du financement à la mission des groupes en itinérance
2. Faire accélérer le processus de mise en place de l'IPLI pour un démarrage des projets d'ici le 1er janvier 2008
3. Obtenir rapidement un réengagement fédéral au-delà de 2009

Obttenir un rehaussement du financement à la mission des groupes en itinérance

Enquête sur le financement PSOC à la mission des membres du RSIQ* (en lien avec la revendication n. 81 de la Politique) :

Les objectifs de l'enquête étaient de :

1. Cerner les besoins des groupes en itinérance à l'égard du financement à la mission globale;
2. Mieux documenter la situation de sous-financement (voire de précarité financière);
3. Évaluer la contribution du PSOC aux organismes en itinérance;
4. Être en mesure d'adresser des demandes précises au gouvernement du Québec dans nos représentations nationales relatives au dossier du financement PSOC des groupes en itinérance.

Les étapes réalisées (automne 2007) :

1. Définition de critères nationaux aux fins de l'enquête
2. Rédaction du questionnaire d'enquête
3. Validation du questionnaire d'enquête dans sa version finale
4. Constitution des listes régionales d'organismes
5. Envoi du questionnaire d'enquête dans toutes les régions membres * et plusieurs relances par courriel
6. Réception des questionnaires (échelonnée entre septembre 2007 et février 2008)

* Toutes les concertations membres ont participé à l'enquête à l'exception de Montréal puisque le RAPSIM a déjà réalisé une enquête similaire auprès de ses membres.

Outre les 63 groupes montréalais sondés par le RAPSIM, 93 groupes en itinérance ont participé à l'enquête du RSIQ. Une trentaine d'organismes n'y ont pas participé, dont un certain nombre rattachés à un autre ministère ou secrétariat (MESS, SACA, habitation, familles, etc.).

Quelques constats :

- La part du budget couvert par le PSOC varie d'un organisme à l'autre (de 0 à 98%), d'une région à l'autre (de 12% à 68% en moyenne).
- Plusieurs organismes n'ont aucun financement gouvernemental récurrent.
- Plusieurs organismes dépendent du financement fédéral (IPLI) pour la réalisation de leur mission.

- Certains organismes font des demandes à la hauteur des besoins estimés alors que d'autres demandent moins que ce qu'ils évaluent avoir besoin pour remplir adéquatement leur mission.
- **Les besoins additionnels des répondants sont d'un minimum de 17 millions \$ par année pour l'ensemble du Québec.**
- Pour certains, les besoins sont supérieurs non seulement au montant accordé via le PSOC mais aussi au budget total disponible. Ces organismes estiment ne pas être en mesure de remplir adéquatement leur mission.
- Les conséquences du sous-financement sont importantes pour les organismes, autant sur les services qu'ils offrent que sur leurs ressources humaines salariées et bénévoles.

Le PSOC a bénéficié au cours des dernières années de plusieurs rehaussements, qui se sont répercutés dans des crédits de développement au niveau de certaines Agences de la Santé et des Services sociaux. Toutefois, les organismes en itinérance n'en ont pas tous bénéficié.

L'enquête a été diffusée auprès de nos membres ainsi qu'auprès du MSSS et des regroupements provinciaux menant des représentations (Coalition des tables régionales d'organismes communautaires, Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles). Une rencontre de représentation a eu lieu au printemps 2008 avec le MSSS.

Avec cette enquête, nous souhaitons poursuivre les représentations en vue d'obtenir dans les années à venir un rehaussement pour les groupes en itinérance y compris pour les secteurs souvent laissés pour compte.

ANALYSE

Le dossier a eu une certaine couverture à l'automne 2007 suite à des actions des 3 refuges pour hommes de Montréal. Le CRIO et le RAPSIM ont aussi mené des actions en vue d'un rehaussement du PSOC de leurs membres (notamment auprès de leur Agence respective). L'enquête PSOC a pris du retard, retardant les représentations du RSIQ en vue d'un rehaussement. Ce travail devra être poursuivi l'an prochain et une réflexion est d'ailleurs prévue prochainement pour raffiner nos positions dans ce dossier sensible.

Faire accélérer le processus de mise en place de l'IPLI pour un démarrage des projets d'ici le 1er janvier 2008

IPLI 2007-2009

Il faut rappeler que le 19 décembre 2006, la ministre fédérale Diane Finley faisait enfin l'annonce de nouveaux budgets en itinérance : 270 millions \$ pour la période du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2009 à l'intérieur d'une nouvelle Stratégie des partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI) dont le programme majeur est l'IPLI (Initiative de partenariats de lutte à l'itinérance) qui remplace l'IPAC (pour les 12 collectivités désignées) et le FRASA (collectivités éloignées).

En 2006-2007, le RSIQ était intervenu pour :

- que le caractère généraliste de l'intervention fédérale soit maintenu (finalement, la SPLI s'est révélée assez similaire à l'INSA qu'elle remplace).
- qu'une plus grosse part de la SPLI soit consacrée à l'IPLI (puisque les montants annoncés sont insuffisants).
- que soient rapidement mis en place à la fois des mesures de transition (pour éviter les ruptures de services) et des nouveaux projets (permettant de répondre à d'autres besoins).

Des **mesures de transition pour 9 mois** ont été accessibles pour les projets IPAC arrivant à échéance le 31 mars 2007 qui ont été jugés « essentiels au maintien de services directs aux sans-abri ». Ces mesures ont fait l'objet d'un processus accéléré, ce qui a permis d'éviter la rupture de services pour la plupart des organismes (près de 380 postes équivalent temps plein (318 temps plein et 179 temps partiel) auxquels 13 millions \$ ont été consacrés). Quelques refus ont été essayés, principalement des activités de concertation et de sensibilisation.

Ces mesures de transition ont eu pour effet de repousser l'échéancier de démarrage de nouveaux projets jusqu'en janvier 2008. Les négociations entre les 2 paliers de gouvernement ont été extrêmement longues (sans que l'on nous en explique les motifs) : plutôt que le 31 juillet 2007, la nouvelle entente a été conclue le 31 janvier 2008. Les étapes de planification communautaire et d'appel d'offres ont été réalisées tardivement, ce qui a repoussé le démarrage effectif des projets : **seule une minorité de projets ont pu démarrer en janvier 2008**. La mise en place des nouveaux projets a en effet été particulièrement laborieuse : le processus d'analyse des projets dans les régions s'est bien passé, mais l'ampleur des demandes a entraîné un débordement; les étapes subséquentes de validation ont été beaucoup plus lentes que prévues. À l'heure d'écrire ces lignes, une dizaine de nouveaux projets montréalais approuvés par le Comité d'analyse régional en novembre 2007 n'étaient pas encore signés par le ministre fédéral.

Par ailleurs, les budgets pour les nouveaux projets IPLI ont été largement insuffisants pour combler les besoins exprimés dans les demandes des groupes en itinérance. Plusieurs régions ont décidé de prioriser la consolidation des projets entrepris avec IPAC plutôt que de les abandonner pour en démarrer de nouveaux.

Poursuite des pressions

Dans ce contexte, le RSIQ a continué son **suivi intensif**, particulièrement du côté des administrations fédérale et provinciale. Malgré ce, les informations ont été transmises aux groupes au compte goutte : sur les délais, sur les modalités de livraison, sur les critères d'admissibilités, etc. **Du côté politique, les réponses à nos interpellations se font encore attendre...**

Le Comité aviseur national auquel le RSIQ participait à l'époque d'IPAC et qui nous permettait à la fois de connaître l'ensemble des projets et d'exprimer les besoins et les difficultés du milieu de l'itinérance a été supprimé et remplacé par un **Comité consultatif** IPLI dont le mandat et la portée sont beaucoup plus limités – de même que la fréquence des rencontres. Une personne du RSIQ nous y représente. (*voir annexe 1 pour le calendrier des rencontres*)

Le RSIQ a initié deux **campagnes** : une campagne de fax en décembre 2007 visant le Comité conjoint de gestion (représentants des 2 administrations) pour demander à ce que l'ensemble des nouveaux projets soient démarrés en janvier 2008, et une opération téléphone rouge en janvier 2008 visant le Premier Ministre Charest et le Ministre Solberg pour leur rappeler l'urgence de signer l'Entente Canada/Québec. (*consulter l'annexe 2 pour le détail des campagnes*)

Un bilan de la mise en place d'IPLI 2007-2009 devrait être produit sous peu.

Il n'a pas été aisé de maintenir la pression dans ce dossier car, tant les partis que les médias le considéraient comme un dossier réglé depuis l'annonce d'IPLI de décembre 2006. De plus, les difficultés de communication du côté politique comme du côté administratif se sont aggravées cette année.

Obtienir rapidement un réengagement fédéral au-delà de 2009

Représentations

La principale difficulté dans nos représentations est l'impossibilité de rencontrer le ministre Solberg ou son cabinet puisque toutes nos tentatives ont jusqu'à présent échoué. Plusieurs **rencontres** ont eu lieu avec des députés (PCC, PLC, Bloc et NPD) et nous avons participé aux consultations pré-budgétaires du comité permanent de la Chambre des communes en matière de Finances ainsi qu'à Forum Québec (un événement organisé par le Parti Libéral du Canada).

Nous sommes intervenus médiatiquement dans le cadre du budget fédéral (duquel IPLI était totalement absent, mais qui faisait l'annonce de 110 millions \$ à la nouvelle Commission de la santé mentale du Canada afin qu'elle réalise des projets pilote). Une première phase d'une **campagne « compte à rebours »** a été réalisée en juin 2008 pour souligner les 300 jours restant avant la fin d'IPLI.

Du côté de l'administration fédérale, deux rencontres ont eu lieu avec des responsables de la SPLI que nous avons tenté de sensibiliser aux préoccupations du milieu. Nous avons également contribué à un **forum pancanadien** organisé par le gouvernement fédéral sur l'avenir de la SPLI (en janvier 2008). La délégation québécoise y a insisté sur l'urgence d'une annonce pour l'après mars 2009.

Cet enjeu a aussi fait l'objet de représentations auprès du gouvernement du Québec. Plusieurs concertations régionales en itinérance ont aussi obtenu le soutien de leur municipalité (la Fédération canadienne des municipalités a d'ailleurs mené des représentations relatives à IPLI).

Actions publiques

- **11 octobre 2007** : le RSIQ a participé à la manifestation du FRAPRU pour le logement social à Ottawa au cours de laquelle des meubles ont été installés devant un bureau de recrutement des Forces armées canadiennes, afin de dénoncer les choix budgétaires du gouvernement fédéral.

Crédit photo : Nathalie Rech



- **Octobre 2007** : Le RSIQ a piloté l'organisation de la visite au Québec du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au logement

M. Miloon Kothari était, depuis septembre 2000, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit au logement. Sa mission d'observation au Canada avait pour objectifs d'échanger avec des personnes provenant aussi bien des autorités politiques que des organismes communautaires, ainsi que des personnes concernées et d'observer par lui-même la réalisation du droit au logement de façon générale et plus particulièrement sous les 4 angles suivants : femmes, population itinérante, peuples autochtones et impact des projets urbains tels que les Jeux Olympiques de Vancouver. Au Québec, nous avons coordonné sa visite qui comprenait, outre des rencontres avec le gouvernement du Québec et la ville de Montréal :



Premières Nations du Québec et du Labrador (10 oct)

- une rencontre publique à Old Brewery Mission, organisée en collaboration avec le FRAPRU et le RCLALQ au cours de laquelle des témoignages ont été présentés au Rapporteur Spécial suivie d'une visite de logements coopératifs (10 octobre)
- La rencontre s'est déroulée en français et en anglais avec un service de traduction simultanée.

Credit Photo : Jean-Pierre Béliveau

- une rencontre avec différentes instances des communautés autochtones, organisée à Kahnawà:ke par l'Assemblée des

- une conférence de presse du Rapporteur Spécial à Ottawa à l'issue de sa mission (22 octobre) où il dévoilait ses recommandations préliminaires, dont la reconduction d'IPLI pour 5 ou 10 ans.

Il s'est dit alors « profondément choqué » et « perturbé » par ce qu'il a vu et entendu lors de sa mission d'observation, notamment les « effets profonds et dévastateurs de la crise du logement » tels que l'augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance.



Un rapport détaillé de sa mission devrait être disponible d'ici 2009.

Credit photo : Katrine Courtemanche

- **17 janvier 2008** : Manifestation à Gatineau pour la poursuite d'IPLI devant les bureaux du ministre Monte Solberg

Une trentaine de personnes ont participé, membres du RSIQ et du CRIQ ainsi que Michael Shapcott, porte-parole du Réseau national sur l'itinérance et le logement (pancanadien). Un mémoire du RSIQ concernant la reconduction d'IPLI a été remis à un attaché politique du ministère. La manifestation a eu une couverture média très limitée.

Credit photo : Marie-Claude Vézina



ANALYSE

Le financement fédéral a été depuis son origine en 1999 une majeure dans nos activités et les mobilisations du RSIQ ont permis de faire des gains importants dans ce dossier (élargissement des régions ciblées, reconductions, etc.). En 2008-2009, IPLI va sans conteste être encore un point important de notre plan d'action puisqu'aucune annonce n'a encore été faite concernant la poursuite du programme après le 31 mars 2009. Au 30 juin 2008, aucun parti n'avait non plus d'engagement en ce sens.

L'enjeu est déterminant pour les groupes en itinérance, car le financement fédéral est une source majeure de revenus permettant de répondre à des besoins toujours grandissants. Une mobilisation importante est à prévoir à l'automne 2008 autour de plusieurs actions et campagnes concertées.

Les revendications que nous portons concernent une reconduction pour 5 ans (IPLI 2009-2014) d'un programme généraliste avec des budgets augmentés à 50 millions \$ annuels pour le Québec.

DOSSIER DU SOUTIEN COMMUNAUTAIRE EN LOGEMENT SOCIAL

À l'été 2007, le MSSS créait une nouvelle enveloppe de 5 millions \$ pour le soutien communautaire en logement social, ce qui est un gain important même si les montants alloués sont insuffisants pour combler les besoins (les demandes sont de 12 millions \$ pour les OSBL seulement).

Au début de l'automne 2007, le Cadre national sur le soutien communautaire en logement social est signé par les 2 ministres concernés (MSSS et MAMR) et l'argent est envoyé dans les régions, principalement dans les Agences. Chaque région a son mode d'allocation, dans certaines les argents passent par les CSSS, dans d'autres, ils sont attribués directement par les Agences. Les HLM ont été admissibles à ces sommes, et dans plusieurs régions, les personnes âgées ont été priorisées. Malheureusement, dans certaines régions, le processus d'allocation a manqué de transparence et les OSBL rejoignant les personnes itinérantes n'en ont pas profité. Des regroupements provinciaux et régionaux, tels le RAPSIM, mènent des représentations pour que soient bonifiés les montants et que les logements pour personnes itinérantes puissent en bénéficier.

AXE 3 : VIE ASSOCIATIVE

Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2007-2008 :

Maintenir une vie associative dynamique et accroître la participation des groupes en itinérance et des personnes itinérantes aux activités du RSIQ

Production et diffusion d'information

Cette année encore, la diffusion d'information a continué de se faire essentiellement **par téléphone et par courriel**, ce qui a permis de rejoindre rapidement un grand nombre de personnes.

Bulletin des régions

Le RSIQ a publié 2 numéros réguliers de son Bulletin des régions, ainsi qu'une édition spéciale pour souligner le 20^e anniversaire de l'Année internationale du logement des sans-abri et une autre édition spéciale à l'intention des participantEs au forum Droit de cité.

Voir la table des matières des bulletins en annexe 8.

Site Internet

Au cours de l'année 2007-2008, le site Internet du RAPSIM www.rapsim.org a continué de servir de vitrine au RSIQ qui alimente régulièrement une dizaine de pages.

En 2007-2008, le site du RAPSIM a eu une moyenne de fréquentation de 1100 visiteurs différents par mois atteignant jusqu'à 1600 visiteurs. Chaque visiteur consulte en moyenne 5 pages. Le RSIQ bénéficie de cette fréquentation importante et en est aussi en partie responsable.

Autres publications

Un article sur la mobilisation politique a été publié dans un recueil de textes du Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (L'itinérance en questions, paru à l'automne 2007).

Échanges interrégionaux

Assemblée générale des membres

- L'AGA a eu lieu le **14 septembre 2007** à Sherbrooke; elle a réuni 51 participantEs provenant des 12 régions membres.

Il a été décidé en AGA que se tiendraient dorénavant chaque année plusieurs

assemblées générales régulières, et ce afin de mobiliser davantage de membres et de les impliquer dans les décisions. Ceci a fait l'objet d'une résolution qui est venue modifier les règlements généraux.

Par conséquent, 2 assemblées générales régulières ont été organisées :

- Les **24-25 janvier 2008** à Trois-Rivières qui a réuni 30 personnes de 11 régions et dont l'ordre du jour couvrait la Politique en itinérance, IPLI et le forum Droit de cité ainsi que la consultation sur le cadre de référence du MSSS;
- Le **20 juin 2008** à Montréal qui a réuni 37 personnes de 9 régions pour faire le point sur la Politique, se préparer à la Commission parlementaire, préparer les actions en vue de la reconduction d'IPLI et discuter de définitions de l'itinérance.

Comité de coordination

Rôle : décider des orientations relatives aux campagnes et activités du RSIQ en fonction du plan d'action voté par les membres en assemblée générale.

Composition en 2007-2008 :

Présidente : Marie-Claude Vézina, coordonnatrice de la Chaudronnée de l'Estrie et déléguée par la Table de concertation en itinérance de Sherbrooke

Vice-présidente : Pierre Gaudreau, coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Secrétaire-Trésorière : Jacinthe Dorr, directrice de l'Ensoleilvent et déléguée par la Table itinérance de Drummondville

Administrateurs et Administratrices :

Nathalie Brisseau, coordonnatrice du Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ)

Martine Martin, intervenante à la Maison d'accueil pour sans-abri de Chicoutimi et déléguée par la Table itinérance de Saguenay

Danielle Goulet, directrice du Carrefour Jeunesse Longueuil Rive-Sud et déléguée par la Table de concertation des sans domicile fixe de Longueuil / Rive-Sud

Henri-Charles Baudot, coordonnateur du Projet Premier Arrêt au YMCA du Centre-ville, délégué par le RAPSIM

Serge Gélinas, coordonnateur de TRIPS du Rivage et délégué par le Comité directeur de Trois-Rivières (a quitté en cours d'année)

Jenny Villeneuve, coordonnatrice du Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais (CRIO) (arrivée en cours d'année)

10 rencontres du comité de coordination ont eu lieu cette année. *Voir calendrier des rencontres en annexe 6.*

Comité exécutif

Rôle : assurer le suivi et l'application des décisions du COCO, appuyer le travail de la permanence, assurer le suivi des finances et participer aux représentations politiques.

Composition en 2007-2008 :

Présidente : Marie-Claude Vézina, coordonnatrice de la Chaudronnée de l'Estrie et déléguée par la Table de concertation en itinérance de Sherbrooke

Vice-présidente : Pierre Gaudreau, coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Secrétaire-Trésorière : Jacinthe Dorr, directrice de l'Ensoleilvent et déléguée par la Table

itinérance de Drummondville

En 2007-2008, 12 rencontres du comité exécutif ont eu lieu, dont une majorité au téléphone. *Voir calendrier des rencontres en annexe 6.*

Forum DROIT DE CITÉ

Les **15 et 16 mai 2008**, le RSIQ organisait un **Forum national sur la participation citoyenne** (en lien avec l'objectif de notre politique en itinérance d'impliquer davantage les personnes concernées aux luttes que nous menons).

L'événement s'est tenu à Montréal au Centre St-Pierre. On l'a intitulé Droit de cité en référence à la déclaration qui a fait l'objet d'une campagne d'appui en 2005 et à l'objectif n. 1 de notre plateforme de revendications.

Le Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale a accordé son soutien à l'organisation du forum en recrutant une ressource additionnelle 10 heures par semaine, qui a travaillé à la conception et a également pris une bonne part de l'organisation logistique du forum.



De plus, à l'occasion du forum Droit de cité, une trentaine de personnes (étudiantEs, militantEs, usagerÈRES) ont donné un coup de main bénévole très appréciable.

Crédit photo : Henri-Charles Baudot

De plus, un comité de travail a été formé à l'automne 2007 dont le rôle était la conception du forum. Ce comité était composé de :

Isabelle Raffestin, soutien au forum
Marjolaine Despars, adjointe à la coordination, RAPSIM (Montréal)
Henri-Charles Baudot, membre du COCO (Montréal)
Janie Fortin, coordonnatrice L'Aviron, Laval
Serge Gélinas, membre du COCO (Trois-Rivières)
Nathalie Brisseau, membre du COCO (Québec)
Martine Martin, membre du COCO (Saguenay)
Nathalie Rech, coordonnatrice

5 rencontres du Comité forum ont permis de valider les outils promotionnels, la programmation, et le déroulement de l'événement et de soutenir l'équipe, notamment en participant à la mobilisation des participantEs. *Voir calendrier des rencontres en annexe 6.*

Plusieurs outils promotionnels ont été produits :

- un appel de propositions pour solliciter des ateliers,

- une affiche et carton d'invitation pour lesquels ont été utilisés une illustration créée par un jeune illustrateur du journal de rue La Galère et des propos sur la citoyenneté recueillis auprès de participants au projet PLAISIIRS.
- une programmation détaillée a été diffusée par courriel quelques semaines avant le forum.
- un tract à l'intention des personnes en situation d'itinérance a été distribué dans la rue quelques jours avant le forum.
- un tract à l'intention des résidents des rues avoisinant le parc Raymond-Blain pour les inviter à la soirée festive (distribué dans les boîtes aux lettres).

Deux cents personnes de 11 régions ont participé au forum au cours duquel se sont succédées les périodes d'ateliers (une trentaine d'ateliers interactifs) et de plénières en lien avec le thème de la participation citoyenne. Le Forum a permis de discuter des façons de faire des organismes en itinérance dans plusieurs régions du Québec : écoles de la rue, médias de rue, programmes de réinsertion, initiatives d'empowerment, ateliers créatifs, défense de droits, engagement politique, occupation de l'espace public, bénévolat, etc. On y a abordé les éléments facilitant la participation citoyenne, ainsi que les obstacles. Le Forum a montré les impacts positifs de ces pratiques sur les personnes, leur estime de soi et leur place dans la communauté.

Des œuvres réalisées par des participantEs de plusieurs organismes ont également été exposées sur les lieux du forum.

De plus, une cinquantaine de participantEs du forum ont pris part à des visites guidées d'organismes tandis qu'une vingtaine d'entre eux se joignaient à l'équipe de soccer de rue d'Old Brewery Mission pour un match amical. Une soirée festive a été organisée dans le cadre du forum dans un parc municipal. Des performances artistiques ont suivi un souper offert aux participantEs et aux résidentEs du quartier.



Une édition spéciale du Bulletin prévue en 2008-2009 doit faire état des travaux menés lors du forum.

Le forum a servi à alimenter la réflexion sur la place des personnes usagères dans nos organisations, à renforcer l'adhésion à la Politique en itinérance et à nourrir la mobilisation dans nos rangs.

Crédit photos : Marjolaine Despars



Membership

Cette année, 3 nouveaux organismes en itinérance nous ont rejoints comme membres associés.

État des concertations

Les situations régionales demeurent très variées autant au niveau de l'adhésion, la mobilisation, la participation aux événements. Pour la plupart, les concertations régionales en itinérance n'ont pas de coordination permanente, d'où des difficultés de certaines d'entre elles à maintenir un niveau important d'échanges et à contribuer aux représentations.

Ceci continue d'être un enjeu important pour le RSIQ. Notre travail contribue à renforcer les concertations par l'information, la mobilisation dans des campagnes, et l'organisation d'activités de représentation.

Participation à des événements et rencontres des concertations membres

Le RSIQ a participé à 18 événements et rencontres dans les différentes régions membres en plus des ateliers donnés sur la Politique en itinérance. (voir annexe 5)

Ci-contre : journée de réflexion de la Table des sans-domicile fixe de Longueuil Rive-Sud

Crédit photo : Nathalie Rech



Ci-contre : Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais, Grande mobilisation, 22 février 2008

Crédit photo : Jenny Villeneuve

Le CRIO a rassemblé ses membres, pour que ces derniers puissent mieux se connaître, festoyer et s'afficher. Près de 300 personnes se sont rassemblés à la Maison du Citoyen, où tous les membres étaient présents et avaient pour l'occasion installé des kiosques d'information sur leurs services

respectifs. Une soupe populaire a été servie à tous sur les lieux, grâce à la contribution de nombreux organismes (Soupe populaire de Hull, Gîte-Ami, Mon Chez-Nous, Soupière de l'amitié et le Centre Alimentaire d'Aylmer). De jeunes talents locaux ont chanté pour animer ce repas. Un espace a aussi été réservé pour réitérer les revendications du CRIO.

Contribution des membres

Compte tenu des moyens financiers limités dont dispose le RSIQ, les organismes ou concertations régionales auxquels appartiennent les membres du COCO, du CE et du comité forum ont assumé cette année encore les coûts liés aux déplacements pour les rencontres de ces différents comités, pour les représentations politiques ou pour les actions. Ceci représente depuis plusieurs années un effort financier considérable pour les membres qu'il est difficile d'envisager maintenir sur une longue période.

Partenariats politiques

Cette année, le RSIQ a contribué à diverses campagnes menées par des regroupements québécois, notamment celle en faveur de la poursuite d'AccèsLogis (voir Axe 1) ainsi que la campagne « Bâtir un Québec sans pauvreté » menée par le Collectif pour un Québec sans pauvreté. Nous avons participé à plusieurs événements organisés par des alliés : mobilisation du FRAPRU pour le logement social, mobilisations du RCLALQ pour un contrôle accru du marché privé par la Régie du Logement.

Nous avons également contribué à la conception de l'action « La Neige brûle » de janvier 2008 visant à souligner les valeurs du mouvement du Forum social mondial. Au Québec, un comité s'est formé autour de différents regroupements communautaires nationaux et de centrales syndicales et étudiantes.

Plusieurs de nos membres ont participé au « Camp des 4 sans » organisé à Québec du 26 au 28 juin par le FRAPRU et à la manifestation de clôture du camp.

Au niveau canadien, le RSIQ a adhéré à la campagne « Housing not War ». De plus, nous avons continué de participer au Réseau national de logement et d'itinérance (pancanadien), principalement par le biais du courriel puisqu'il n'y a eu que 3 conférences téléphoniques cette année, dont 2 consacrées à la visite du Rapporteur spécial des Nations-Unies.

Voir annexe 7

Liens avec le milieu de la recherche

Cette année, le RSIQ et le RAPSIM ont participé au comité scientifique pour l'organisation du colloque annuel du CRI (qui a porté cette année sur le thème des réponses sociales à l'itinérance et a eu lieu le 13 juin 2008).

Le RSIQ a assisté également à des présentations organisées par le Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations (CRÉMIS) ainsi qu'au colloque annuel de l'Association des intervenants en toxicomanie du Québec (AITQ) et à un séminaire de réflexion sur la participation citoyenne organisé par la Revue Développement social, le Collectif pour un Québec sans pauvreté, et l'Institut du Nouveau Monde.

De plus, le RSIQ a répondu à des demandes d'étudiantEs des niveaux collégial et universitaire pour alimenter leurs travaux.

ANALYSE

Cette année a été extrêmement remplie et l'avancée rapide du dossier de la Politique, de même que la charge de travail occasionnée par l'organisation d'événements, dont la visite du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au logement et le forum Droit de cité, ont nui à un suivi intensif des activités en région qui aurait permis d'accroître le niveau d'activités de nos membres (sessions de formation sur la plateforme, appuis à la campagne pour une Politique en itinérance, représentations auprès des municipalités en lien avec les concertations régionales en itinérance, etc.)

À titre d'exemple, cette année, les déplacements à l'Assemblée Nationale et à la Chambre des communes ont dépassé les présences dans les événements organisés par nos membres dans les différentes régions.

OBJECTIF 4 : FINANCEMENT DU RSIQ

Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2007-2008 :

Augmenter les revenus du RSIQ afin d'obtenir une stabilité financière permettant de maintenir une permanence, des activités et une vie associative dynamique

En 2007-2008, le RSIQ a reçu pour la première fois un soutien public récurrent via le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) pour un montant de 25 000 \$.

Cette année, le RSIQ a axé sa recherche de financement sur le projet de forum. Malheureusement, tant le gouvernement fédéral (volet recherche de la SPLI), le Québec (SACA) que la ville de Montréal ont refusé ce projet. Le Collectif de recherche sur l'itinérance a accordé un soutien au RSIQ dans ce projet (voir Axe 3).

Le RSIQ a obtenu des fonds de communautés religieuses ainsi que du mouvement syndical. Il faut souligner que pour la troisième année consécutive, la Conférence religieuse canadienne a recommandé aux communautés de nous accorder des dons. Cette année, c'est le soutien de la Fondation Béati qui nous a apporté la plus grande part de nos revenus après le PSOC.

En cours d'année, le RSIQ a dû faire appel à la solidarité des organismes en itinérance en sollicitant des dons. Pour la deuxième année consécutive, ceux-ci ont répondu nombreux à notre appel.

De plus, les membres ont contribué au forum Droit de cité en acquittant des frais d'inscription.

Cette année les dépenses de fonctionnement ont augmenté puisque le RSIQ s'est doté d'un local et d'équipements à partir de décembre 2007.

ANALYSE

Le financement du RSIQ reste un enjeu préoccupant pour le regroupement et occupe les énergies tant de la permanence que des administrateurs.

Le RSIQ devra trouver les ressources financières nécessaires pour poursuivre ses efforts avec la même intensité, à la fois pour une Politique en itinérance (avec la tenue de la Commission parlementaire à l'automne 2008) et pour obtenir rapidement la reconduction du financement fédéral en itinérance (IPLI) pour l'après mars 2009.

À l'heure d'écrire ces lignes, le RSIQ attend une réponse concernant le rehaussement de son financement récurrent via le PSOC.

ANNEXES

Annexe 1 : Représentations et autres rencontres

Sur la scène Québécoise :

date	Personne(s) rencontrée(s)	Organisation
5 juillet 2007	Rencontre du groupe de travail sur le cadre de référence en itinérance du MSSS (en cours de rédaction)	
14 novembre 2007	Attaché Gerry Sklavounos	Parti Libéral du Québec
15 novembre 2007	Stéphanie Vallée	Parti Libéral du Québec
20 novembre 2007	Bernard Drainville	Parti Québécois
20 novembre 2007	Geoffrey Kelley	Parti Libéral du Québec
22 novembre 2007	Nicolas Girard	Parti Québécois
26 novembre 2007	Pierre Reid	Parti Libéral du Québec
11 décembre 2007	Éric Laporte	Action Démocratique du Québec
29 avril 2008	Rencontre du groupe de travail sur le cadre de référence en itinérance du MSSS (post-consultation)	
2 mai 2008	Russell Copeman et Attachée Ministre Couillard	Parti Libéral du Québec
2 mai 2008	Geoffrey Kelley	Parti Libéral du Québec

Sur la scène fédérale :

date	Personne(s) rencontrée(s)	Organisation
6 août 2007	Luc Harvey	Parti Conservateur du Canada
14 septembre 2007	Christian Ouellet (participation à une action du RSIQ)	Bloc Québécois
20 septembre 2007	Robert Faulkner, MSSS Ann Bonner, SRSA	Comité conjoint de gestion
21 septembre 2007	Forum Québec (organisé par la sénatrice C. Hervieux-Payette)	Parti Libéral du Canada
7 décembre 2007	Comité finances de la Chambre des Communes	PCC, PLC et Bloc Québécois
16-17 janvier 2008	Forum pancanadien sur la SPLI	Secrétariat national
7 février 2008	Ann Bonner	SRSA
8 février 2008	Comité consultatif IPLI (représentation assurée par Pierre Gaudreau)	
21 février 2008	Thomas Mulcair	Nouveau Parti Démocratique
17 avril 2008		Téléforum sur la judiciarisation
21 avril 2008	Stéphane Dion et Ken Dryden	Parti Libéral du Canada
23 avril 2008	Bayla Kolk, sous-ministre adj. Jane Weldon, SPLI Ann Bonner, SRSA Yves St-Onge, SPLI	Secrétariat national
13 mai 2008	Forum SHQ – SCHL : groupe de travail sur les sans-abri, comité national de recherche sur le logement	
6 juin 2008	Comité consultatif IPLI (rep. assurée par Pierre Gaudreau)	

Annexe 2 : Campagnes menées à l'initiative du RSIQ

Annexe 2 : Campagnes menées à l'initiative du RSIQ

période	cible	objet	résultats
18-20 décembre 2007	CCG	Mise en place rapide des projets IPLI	Blitz de fax 105 appuis
29-31 janvier 2008	Jean Charest Monte Solberg	Signature de l'entente Canada / Québec concernant IPLI	Téléphone rouge 71 groupes
Hiver – Printemps 2008	Gouvernement du Québec	Politique en itinérance	Pétition Appuis d'organismes Appuis de personnalités Plus de 10 000 appuis au 30 juin
2-5 juin 2008	Monte Solberg St. Dion Th. Mulcair G. Duceppe	Reconduction d'IPLI À 300 jours de la fin du programme	Blitz de fax et courriel 95 appuis

Annexe 3 : MÉDIAS

1) Interventions médiatiques initiées par le RSIQ

date	événement	Titre du communiqué
14 septembre 2007	Manifestation à Sherbrooke pour une Politique en itinérance	Itinérance : Une politique globale est plus que jamais nécessaire
10 octobre 2007	Visite du rapporteur des Nations Unies à Montréal	Témoignages devant le Rapporteur spécial de l'ONU : des groupes estiment que le droit au logement est bien mal respecté au Québec et au Canada
22 octobre 2007	Conférence de presse du rapporteur des NU à Ottawa	Violation du droit au logement au Canada : les groupes satisfaits que le Rapporteur des Nations Unies n'ait pas mâché ses mots
9 décembre 2007	Conférence de presse à la Maison du Père	Itinérance : on attend de Québec une Politique gouvernementale
12 décembre 2007	Manifestation à Québec pour une Politique en itinérance	Le gouvernement Charest interpellé pour une Politique en itinérance
17 janvier 2008	Manifestation à Gatineau devant les bureaux de Monte Solberg	Itinérance : Mobilisation pour la poursuite des investissements d'Ottawa
26 février 2008	Réaction au budget fédéral	Le Budget fédéral néglige les sans-abri
3 mars 2008 <i>À l'initiative du FRAPRU et de la Coalition pour le logement communautaire.</i>	Remise des pétitions AccèsLogis à la Ministre Normandeau	Dépôt d'une pétition de 25 000 noms en faveur de la poursuite du logement social et communautaire
13 mars 2008	Réaction au budget Jérôme-Forget	Budget du Québec : Peu de bonnes nouvelles pour les sans-abri
1 ^{er} mai 2008	Réaction à l'annonce d'une commission parlementaire	Itinérance : les groupes se réjouissent de la tenue prochaine d'une commission parlementaire
16 mai 2008	Manifestation pour une Politique en itinérance	Itinérance : des milliers d'appuis recueillis pour une Politique québécoise

2) Participations

20 février 2008	Marathon des sans-abri (CKUT) : le marathon est un événement annuel, en lien avec des stations de radio communautaire au Canada et aux États-Unis
10 mars 2008	Table ronde sur l'itinérance (Radio Centre-ville)
15-16 mai 2008	Couverture du Forum Droit de cité par Homeless Nation, CINQ-FM (radio centre ville) et DVD-Mag
28 mai 2008	La vie Révée des gens, CIBL
10 juin 2008	Avec ou sans toit, CINQ : première d'une émission mensuelle consacrée à l'itinérance

Annexe 4 : Ateliers donnés sur la Politique en itinérance

date	Concertation régionale ou organisme	ParticipantEs
24 août 2007	Forum social québécois	militantEs
19 septembre 2007	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	Membres de la Table (organisations communautaires)
17 octobre 2007	Carrefour jeunesse Longueuil	Équipe de travail
19 octobre 2007	Nuit des sans abri de Québec	Grand public
12 novembre 2007	Auberge du cœur L'antre temps (Longueuil)	Équipe de travail et usagerÈRES
20 novembre 2007	RAIIQ	Membres du RAIQ (organisations communautaires)
26 novembre 2007	CDC Memphrémagog	Membres de la CDC (organisations communautaires)
6 décembre 2007	L'avant-garde en santé mentale	Équipe et usagerÈRES
23 janvier 2008	CDC Longueuil	Membres de la CDC (organisations communautaires)
13 mars 2008	Centre alimentaire Aylmer	UsagerÈRES

Annexe 5 : Participation aux activités des membres

date	Concertation régionale ou organisme	Événement
11 septembre 2007	RAPSIM	Forum sur la mobilisation
12 septembre 2007	RAIIQ	AGA
7 novembre 2007	RAPSIM	Journée SQUATT
12 novembre 2007	RAPSIM	Manifestation pour la conservation des maisons de chambres
3 décembre 2007	CRI	Lancement du recueil L'itinérance en questions (allocution)
6 décembre 2007	Table des SDF Rive-Sud	Rencontre de la table
13 décembre 2007	CRI	Comité scientifique du colloque annuel 2008
11 janvier 2008	CRI	Comité scientifique du colloque annuel 2008
22 janvier 2008	CRI	Consultation sur le Cadre de référence en itinérance du MSSS
12 février 2008	RAPSIM	Consultation sur le plan d'action en santé mentale
22 février 2008	CRIO	Grande mobilisation des membres à la Maison du Citoyen
12 mars 2008	CRIO	Conseil d'administration
29 avril 2008	Table des SDF Rive-Sud	Journée de réflexion
29 mai 2008	Table des SDF Rive-Sud	AGA
13 juin 2008	CRI	Colloque annuel sur le thème « Les réponses sociales à l'itinérance »

Annexe 6 : Rencontres des Membres et des Comités du RSIQ

Date	Lieu	Rencontre
8 août 2007	Téléphone	comité de coordination (COCO)
17 août 2007	Québec	COCO
13 septembre 2007	téléphone	COCO
14 septembre 2007	Sherbrooke	Assemblée générale annuelle
14 septembre 2007	Sherbrooke	COCO
25 septembre 2007	Montréal	comité exécutif (CE)
5 octobre 2007	Trois-Rivières	COCO
25 octobre 2007	Téléphone	CE
19 novembre 2008	Téléphone	CE
21 novembre 2008	téléphone	Comité Forum
23 novembre 2007	Montréal	COCO
5 décembre 2007	Téléphone	CE
10 décembre 2007	Téléphone	CE
11 janvier 2008	Téléphone	CE
14 janvier 2008	Téléphone	COCO
24-25 janvier 2008	Trois-Rivières	Assemblée générale régulière
7 février 2008	Téléphone	CE
14 février 2008	Montréal	Comité Forum
28 février 2008	Téléphone	COCO
10 mars 2008	Montréal	Comité forum
27 mars 2008	Montréal	CE
28 mars 2008	Trois-Rivières	Comité Forum
2 avril 2008	Téléphone	CE
3 avril 2008	Montréal	CE
15 avril 2008	Laval	Comité Forum
21 avril 2008	Montréal	CE
25 avril 2008	téléphone	COCO (pas de quorum)
28 avril 2008	Montréal	Comité forum
21 mai 2008	téléphone	COCO
29 mai 2008	téléphone	CE
10 juin 2008	Montréal	Comité Forum
20 juin 2008	Montréal	Assemblée générale régulière
20 juin 2008	Montréal	COCO

Annexe 7 : Occasions de partenariats

Partenariats au Québec

- 11 octobre 2007, action du FRAPRU à Ottawa (prise de parole)
- 28 novembre 2007, action du RCLALQ à Québec (prise de parole)
- 22 janvier 2008, lancement de la campagne du Collectif pour un Québec sans pauvreté
- 3 mars 2008, remise des pétitions AccèsLogis en vue du budget Jérôme-Forget (prise de parole) à l'initiative du FRAPRU et de la Coalition pour le logement communautaire
- 1^{er} avril 2008, action du RCLALQ à Montréal
- 2 juin, AGA de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles
- 26-27 juin : Camp des 4 sans, FRAPRU et manifestation de clôture du camp
- Automne 2007 : rencontres du comité organisateur (formé de différents regroupements communautaires nationaux et de centrales syndicales et étudiantes) de l'action La Neige brûle (26 janvier 2008)

Réseau national sur le logement et l'itinérance (National Housing and Homelessness Network)

Appels conférence :

- 24 septembre 2007
- 4 octobre 2007
- 20 décembre 2007

Annexe 8 : Contenus des bulletins

Bulletin des régions	Table des matières
Septembre 2007	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Agenda des prochaines actions : p. 2 ✓ Retour sur l'AGA du RSIQ : p. 2-3 ✓ Actualités de la Politique en itinérance : p. 3-4 ✓ Des nouvelles du financement IPLI : p. 3-4 ✓ Enquête sur le financement PSOC des groupes itinérance : p. 5 ✓ Soutien communautaire : p. 5 ✓ Forum Social Québécois : p. 6-7 ✓ Les bénéficiaires de la Fiducie volontaire à Sherbrooke : p. 8-9 ✓ Réflexions sur le modèle américain : p. 10 ✓ Capsule du Collectif de recherche sur l'itinérance : p. 11 ✓ Membership et Informations générales sur le RSIQ : p. 12
Numéro spécial 20 ^e Année internationale du logement des sans- abri (paru en novembre 2007)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Calendrier des prochaines activités : p. 2 ✓ Édito : p. 3 ✓ Le territoire de l'itinérance : p. 4 ✓ Des défis pour l'hébergement d'urgence aujourd'hui p. 4-5 ✓ Les auberges du cœur : 20 ans auprès des jeunes : p. 5 ✓ 20 ans de lutte pour le Droit au logement : p. 6 ✓ Les maisons de chambre : p. 7 ✓ L'évolution des politiques publiques : p. 7-9 ✓ Le rôle de la ville dans le dossier de l'itinérance : p. 8 ✓ L'évolution de la place des personnes itinérantes dans l'espace public : p. 9-11 ✓ 20 ans de recherche au Collectif de recherche sur l'itinérance : p. 11-12 ✓ Que reste il du droit à un revenu suffisant ? : p. 12-14 ✓ Informations générales sur le RSIQ : p. 14
Avril 2008	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour une Politique p. 2 ✓ Forum Droit de cité p. 3 ✓ Financement fédéral p. 4 ✓ Enquête PSOC p. 5 ✓ Colloque du CRI p. 5 ✓ Sortir de la rue pp. 6-7 ✓ Soutien communautaire en logement social p. 7 ✓ Informations générales p. 8
Numéro spécial Forum Droit de cité (paru en Mai 2008)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Horaire du forum en bref p. 1 ✓ Informations pratiques p. 2 ✓ Soirée festive du 15 p. 3 ✓ Manifestation du 16 p. 3 ✓ Paroles citoyennes et quelques concepts pp. 4-5 ✓ Actualités en itinérance pp. 6-7 ✓ Agenda militant p. 7 ✓ Informations générales p. 8
Feuillet d'information (distribué au colloque du CRI en juin 2008)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ AG du 20 juin p. 1 ✓ IPLI p. 1 ✓ Politique en itinérance : on avance p. 2